

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 17

Objet de la délibération : Environnement
Energie - Syndicat interprofessionnel de
l'Olive de Nice 2019 - Convention de
participation financière

Original
Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.062

Date de la convocation :
Le 23/04/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **07 MAI 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 MAI 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 29 avril 2019

L'an deux mil dix neuf et le 29 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN

Monsieur LOMBARDO,

Dans le cadre de sa stratégie agricole, la CASA soutient les actions concernant « la valorisation du patrimoine oléicole » et « la sensibilisation du grand public aux enjeux agricoles locaux ».

C'est à ce titre qu'elle est sollicitée par le Syndicat Interprofessionnel de l'Olive de Nice (SION) qui met en œuvre une politique de promotion des produits ancrés sur le territoire de l'Appellation d'Origine Protégée AOP (18 communes de la CASA concernées) visant à faire connaître et reconnaître la qualité et la typicité des AOP Huile et Olive de Nice.

L'objectif est de mettre en valeur les produits de l'AOP (l'huile d'olive de Nice, l'olive de Nice et la pâte d'olive de Nice) et d'avoir une meilleure lisibilité du SION sur les stands lors des manifestations du territoire.

Sur la CASA, 12 producteurs sont en appellation (contre 40 dans le département) et 4 font partie de la Route des oliviers.

De plus, le moulin d'Opio est un acteur très important dans le département en termes de production d'huile d'olive.

Depuis 2016, le SION a engagé de nombreuses actions de promotion : dépliant « 06 Route des oliviers » édité en 30 000 exemplaires, collerettes pour les bouteilles d'huile, bocaux de pâte d'olive et olives de table rendant les produits AOP plus identifiables pour l'acheteur, panneaux de signalétique à l'entrée des domaines/moulins pour renforcer la lisibilité des producteurs du territoire en AOP.

En 2019, le SION souhaite affirmer son identité et offrir un maximum de lisibilité sur les manifestations locales pour promouvoir et défendre au mieux la marque AOP en actualisant les visuels de leur stand.

Les objectifs de cette action sont les suivants :

- Renforcer l'ancrage territorial en faisant connaître les appellations oléicoles : faire connaître les produits, les savoir-faire, les producteurs ;
- Sensibiliser au patrimoine oléicole maralpin ;
- Etre en contact direct avec le public afin de recueillir sa vision de la filière, ses attentes, apporter un gage de confiance ;
- Accueillir des ateliers de démonstrations culinaires mobilisant des chefs cuisiniers.

Pour cette action, le SION sollicite la CASA à hauteur de 1 000 €. Le coût global de cette action est de 6 450 €. Les partenaires financiers sont le Département et les autres collectivités du département.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau Communautaire a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 1 000 € au Syndicat Interprofessionnel de l'Olive de Nice pour la réalisation de l'action proposée ; les crédits correspondants figurent au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ;
- d'approuver la convention de participation financière entre le Syndicat Interprofessionnel de l'Olive de Nice et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'agriculture et au développement rural à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 1 000 € au Syndicat Interprofessionnel de l'Olive de Nice pour la réalisation de l'action proposée ; les crédits correspondants figurent au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ;

- d'approuver la convention de participation financière entre le Syndicat Interprofessionnel de l'Olive de Nice et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'agriculture et au développement rural à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 29 avril 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION TYPE DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LE SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL DE L'OLIVE DE NICE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

Le syndicat dénommé Syndicat Interprofessionnel de l'Olive de Nice (SION), ayant pour but la gestion, la défense et la promotion de l'Appellation d'Origine Protégée « Huile et Olive de Nice » sur le territoire des Alpes-Maritimes, dont le siège social est Box 58 MIN Fleurs 6 - 06 296 NICE, représentée par Laurence LESSATINI, agissant au lieu et place du syndicat en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts du syndicat ;

Ci-après désignée **SION**

EXPOSE

Le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la gestion des espaces naturels et agricoles communautaires et du développement économique.

Conformément à ses statuts, **le SION** met en œuvre une politique de promotion des produits ancrés sur le territoire de l'appellation (18 communes de la CASA concernées) visant à faire connaître et reconnaître la qualité et la typicité des AOP Huile et Olive de Nice.

Sur la CASA, 12 producteurs sont en appellation (d'autres ne le sont pas) et l'importance du moulin d'Opio est à souligner en terme de volume.

Le SION a engagé en 2016 de nombreuses actions de promotion : dépliant « 06 Route des oliviers », une exposition-photo avec des clichés de producteurs pour mettre en valeur le savoir-faire oléicole. Il a également créé des collerettes pour les bouteilles d'huile, bocaux de pâte d'olive et olives de table. Ces collerettes rendent les produits AOP plus identifiables pour l'acheteur.

L'objectif est de différencier les produits de l'AOP (l'huile d'olive de Nice, l'olive de Nice et la pâte d'olive de Nice) et de dégager de la valeur ajoutée pour les producteurs et notre territoire entre autre.

Les objectifs du **SION** sont les suivants :

- Gérer et défendre les AOP : identifier les opérateurs, les accompagner dans l'application de cahier des charges, contrôler en conformité avec les plans d'inspection
- Participer aux actions de défense et de promotion du nom, du produit et du terroir des AOP

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, **le SION** s'engage à mettre en œuvre, pour l'année 2019, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, la mission suivante :

Affirmer l'identité AOP et offrir un maximum de lisibilité sur les manifestations locales pour promouvoir et défendre au mieux la marque en actualisant les visuels de leur stand.

Les objectifs de cette action sont les suivants :

- renforcer l'ancrage territorial en faisant connaître les appellations oléicoles : faire connaître les produits, les savoir-faire, les producteurs
- sensibiliser au patrimoine oléicole maralpin
- être en contact direct avec le public afin de recueillir sa vision de la filière, ses attentes ; apporter un gage de confiance
- accueillir des ateliers de démonstrations culinaires mobilisant des chefs cuisiniers

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement **le SION** pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour la période d'un an.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

(Attention : phrase à supprimer si la subvention est réglée en plusieurs fois)

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 6 450€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes des actions financées.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le **SION** reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000€.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant seront versés si les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **des bilans trimestriels ou semestriels et un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels ou semestriels–Evaluations intermédiaires

Le **SION** s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Création du kit du stand
- Communication sur l'action : site internet, page facebook
- Nombre de manifestations où le SION est présent
- Relais dans les médias : Nb d'articles et de relais médiatiques des actions du syndicat
- Fréquentation du stand par rapport aux précédentes années

Appréciation qualitative et quantitative de l'utilisation du budget.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

Les techniciens du **SION** et de la CASA se réuniront au minimum une fois au cours de ce projet.

Les contacts téléphoniques et échanges par mail seront réguliers afin d'informer les parties prenantes de l'évolution de la réalisation des actions.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son **Assemblée Générale** (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le **SION**.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le **SION** s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, le **SION** remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si le **SION** est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ Le **SION** devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le **SION**, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

En cas d'annulation de la manifestation, la participation de la CASA deviendrait nulle après notification en RAR.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Le **SION** s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour le **SION**,
Le Président

Pour la CASA
Pour le Président,
Le Vice- Président Délégué à
L'agriculture et au développement rural

Laurence LESSATINI

Gérald LOMBARDO

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 29/04/2019
Numéro : BC_2019_062
Nature : DE - Deliberations
Objet : Syndicat interprofessionnel de l'Olive de Nice 2019 -
Convention de participation financière
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : cKULo7r

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/05/2019
Identifiant : 006-240600585-20190429-BC_2019_062-DE

Acte reçu

Date : 29/04/2019
Numéro interne : BC_2019_062
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Syndicat interprofessionnel de l'Olive de Nice 2019 - Convention de participation financière
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_062-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_062-DE-1-1_2.PDF

N